

## Bulletin d'histoire politique

# Les erreurs du Viêtnam selon Robert S. McNamara... Analyse et comparaison d'interventions militaires américaines depuis la guerre du Viêtnam

Félix Leduc



Volume 13, Number 1, Fall 2004

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1055019ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1055019ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique  
Lux Éditeur

### ISSN

1201-0421 (print)  
1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Leduc, F. (2004). Les erreurs du Viêtnam selon Robert S. McNamara... Analyse et comparaison d'interventions militaires américaines depuis la guerre du Viêtnam. *Bulletin d'histoire politique*, 13(1), 197–207.  
<https://doi.org/10.7202/1055019ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2004

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

# Les erreurs du Viêtnam selon Robert S. McNamara...

## Analyse et comparaison d'interventions militaires américaines depuis la guerre du Viêtnam\*

FÉLIX LEDUC  
*Candidat à la maîtrise en histoire  
Université du Québec à Montréal*

### INTRODUCTION

L'intervention américaine en Irak qui, malgré l'annonce de la fin des combats par le président George W. Bush, se poursuit sans que l'on soit apte à distinguer une fin, nous amène à repenser à la guerre du Viêtnam qui a tenu les États-Unis en haleine entre 1954 et 1975<sup>1</sup>. Pourquoi la guerre du Viêtnam? Car cette opération unilatérale de la part des États-Unis<sup>2</sup> s'est déroulée tout en étant entourée d'un sentiment mitigé au sein de la communauté internationale, sans déclaration de guerre formelle de la part du Congrès et surtout, sans l'appui majoritaire de la population américaine. Il y eut un grand manque de transparence de la part du gouvernement américain à propos de cette intervention.

À la lecture du livre de Robert S. McNamara<sup>3</sup> (1916-) *In Retrospect: The Tragedy and Lessons of Vietnam*, nous avons recensé les 11 erreurs majeures que l'auteur attribue aux différentes administrations gouvernementales américaines dont il fut membre, qui ont géré le conflit, ce qui nous permet de faire une comparaison entre l'intervention américaine au Viêtnam et trois autres interventions militaires qui ont suivi ce conflit. Nous pensons qu'il est important de savoir si les gouvernements qui ont succédé à ceux qui ont géré la guerre du Viêtnam ont tiré des leçons de ce fiasco politique et ont mis en pratique les mesures qui s'imposaient pour qu'une autre intervention du même genre ne se reproduise pas.

La comparaison que nous voulons faire ici pourra servir par la même occasion à analyser, en partie, la politique étrangère des États-Unis depuis la

guerre du Viêtnam et à voir l'impact de ces politiques sur les agissements des États-Unis envers les autres nations du globe.

À cause des restrictions d'espace, nous ne pourrons pas analyser les onze erreurs de McNamara, nous allons donc limiter notre analyse à deux erreurs seulement et nous allons nous baser sur la question suivante : en rapport avec les erreurs recensées par Robert S. McNamara, les États-Unis ont-ils appris de leur débâcle au Viêtnam ou, au contraire, ont-ils continué à agir de la même manière lors de leurs interventions militaires subséquentes ? Nous émettons, au départ, l'hypothèse qui suit : les gouvernements américains n'ont, en général, pas bien appris les leçons du Viêtnam si nous nous en tenons aux erreurs recensées par McNamara.

Nous croyons être en mesure de démontrer, par l'analyse du déroulement des différentes interventions militaires américaines, la validité de notre hypothèse. Pour agrémenter le tout, nous allons élargir les horizons de l'analyse, car McNamara ne fait pas mention dans ses erreurs de l'enjeu du manque de contrôle efficace des médias, ce qui nous apparaît être un aspect majeur du fiasco au Viêtnam. De plus, pour ne pas alourdir le texte, nous allons limiter notre comparaison à quelques interventions précises, soit l'invasion de la Grenade sous Ronald Reagan (1981-1989) en 1983, la guerre du Golfe sous George Bush (1989-1993) en 1990-1991 et l'intervention en Somalie sous George Bush et Bill Clinton (1993-2001) en 1992-1993.

Voici la démarche que nous allons suivre : une fois le sujet introduit, nous allons énumérer et remettre dans leur contexte les deux erreurs choisies, pour ensuite, en trois parties, comparer les actions du gouvernement pendant les différentes interventions sélectionnées. Nous prendrons le temps, à chaque point, de replacer l'intervention décrite dans son contexte historique pour ne pas perdre le lecteur en cours de route. Nous consacrerons aussi une partie à l'analyse de l'impact des médias dans chacune de ces interventions et nous verrons comment le gouvernement a contrôlé ceux-ci.

### IN RETROSPECT: LES ERREURS DE MCNAMARA

McNamara a donc écrit son livre environ vingt-cinq ans après avoir quitté son poste de secrétaire à la Défense, ce qui lui a donné le temps de faire une analyse rétrospective des événements. Nous traiterons dans ce point des deux erreurs que nous avons sélectionnées, ce qui nous permettra, par la suite, de poursuivre notre analyse comparative des autres interventions militaires américaines. Pour débiter, voici les erreurs :

We did not recognize that neither our people nor our leaders are omniscient. Where our own security is not directly at stake, our judgment of what is in

another people's or country's best interest should be put to the test of open discussion in international forums. We do not have the God-given right to shape every nation in our own image or as we choose<sup>4</sup>.

We did not hold to the principle that U.S. military action — other than in response to direct threats to our own security — should be carried out only in conjunction with multinational forces supported fully (and not merely cosmetically) by the international community<sup>5</sup>.

Remettons-nous brièvement dans le contexte de la guerre du Viêtnam. La guerre du Viêtnam a été vraiment controversée, non seulement aux États-Unis, mais aussi dans la communauté internationale. Les dirigeants américains ont lancé les forces américaines dans une guerre longue, coûteuse et où les moyens mis à la disposition des militaires étaient limités. Les raisons et les buts de l'intervention n'ont jamais été clairement expliqués à la population et c'est une altercation partiellement inventée qui permit au président Johnson de se voir octroyer par le Congrès, par le biais du *Gulf of Tonkin Act*, des pouvoirs lui permettant de faire escalader l'intervention américaine au Sud Viêtnam<sup>6</sup>. À l'époque, la seule menace engendrée par les événements au Viêtnam était l'expansion du communisme en Asie du Sud-Est ; le territoire américain n'était donc pas directement menacé. Néanmoins, l'argument des dirigeants américains voulant que les communistes frappent la côte californienne s'ils n'étaient pas arrêtés en Asie suffisait à rendre une majorité des Américains favorables à une intervention militaire au Sud Viêtnam<sup>7</sup>. Par contre, l'intervention américaine ne servait qu'à soutenir un gouvernement impopulaire, proaméricain et corrompu, ce qui rendait la tâche doublement ardue pour les soldats américains. Les dirigeants américains croyaient que la puissance de feu et la technologie américaine viendraient à bout des communistes vietnamiens qui menaçaient le Sud Viêtnam. Sur ce point, ils se trompaient et n'ont pas réalisé les limitations de la technologie face à un adversaire déterminé et mené par la force du nationalisme à être maître dans son pays. Ajoutons à cela que l'intervention américaine a été unilatérale et sans discussion sur les forums internationaux. Pour terminer, soulignons que le gouvernement américain n'a pas eu l'aval des Nations Unies avant d'entreprendre son intervention et que l'armée américaine a eu peu d'alliés dans son combat contre les Viêt-congs ; seuls la Corée du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Thaïlande et les Philippines ont envoyé des contingents.<sup>8</sup>

Au bout de dix ans de lutte et plus de 58 000 morts, les Américains se sont retirés du Sud Viêtnam et le pays a été réunifié pour redevenir le Viêtnam, sous la gouverne des communistes qui sont toujours au pouvoir. Maintenant que nous avons remis en contexte les erreurs de McNamara,

nous allons pouvoir procéder à notre comparaison pour découvrir si les administrations qui ont conduit les interventions ultérieures à la guerre du Viêtnam ont commis les mêmes erreurs.

### L'INVASION DE L'ÎLE DE LA GRENADE (1983)

L'invasion de l'île de la Grenade survient pendant le premier mandat du président Ronald Reagan, alors que ce dernier mène une politique étrangère vindicative contre l'expansion du communisme dans le monde « au nom de la démocratie »<sup>9</sup>. Le contexte historique de l'invasion débute en 1979, alors que le *New Jewel Movement*, groupe de gauche dirigé par Maurice Bishop, renverse le gouvernement en place et établit le gouvernement révolutionnaire du peuple de la Grenade<sup>10</sup>. Ce nouveau gouvernement socialiste implanté dans les Caraïbes fera craindre à l'administration Reagan que la Grenade devienne un tremplin pour l'URSS et Cuba dans une expansion communiste en Amérique latine. Dès cet instant, la Grenade était mise sur la liste noire des États-Unis et en 1982, Reagan déclarait que la Grenade avait joint l'URSS et Cuba pour répandre le virus du marxisme-léninisme dans la région<sup>11</sup>. En 1983, la situation dégénère lorsque Bishop est arrêté le 13 octobre et assassiné le 19 par les membres extrémistes de son parti<sup>12</sup>. Le 20 octobre, un gouvernement militaire est instauré et, aux États-Unis, l'administration Reagan est déjà en mode de crise pour éviter que l'île ne tombe sous l'influence cubaine. L'invasion aura lieu le 25 octobre et durera trois jours, soit le temps requis pour rendre l'île sécuritaire, les dernières troupes américaines stationnées pour le contrôle et la surveillance quittant l'île au milieu de 1985<sup>13</sup>.

Cette intervention américaine a été menée sans aucune discussion sur les forums internationaux, alors que la sécurité du territoire américain n'était pas directement menacée. Le principal argument de l'administration Reagan était la construction d'un aéroport international qui, selon eux, servirait d'escale communiste pour le ravitaillement des révolutionnaires d'Amérique latine<sup>14</sup>. Des étudiants américains étaient aussi présents sur l'île et Reagan craignait d'avoir une autre prise d'otage sur les bras<sup>15</sup>. Néanmoins, ce deuxième argument a sûrement plus servi l'administration Reagan à rallier l'opinion publique à sa cause que comme *casus belli* en soi. L'intervention fut donc unilatérale, appuyée seulement par une troupe limitée composée de soldats des autres îles des Caraïbes qui avaient fait une demande d'intervention auprès des États-Unis<sup>16</sup>, et elle ne fut jamais sanctionnée par les Nations-Unies. Par contre, les objectifs militaires avaient été clairement établis et ont tous été atteints avec un minimum de pertes américaines.

L'invasion de la Grenade, opération se déroulant dans un environnement semblable au Viêtnam, a vu une majorité des erreurs mentionnées par McNamara se reproduire, mais elle se solda par une victoire de l'armée américaine. Cette conclusion victorieuse fera en sorte que peu de questions seront posées par le grand public sur l'intervention et sur les erreurs tactiques de l'armée. Mais ces erreurs ont sûrement été analysées dans les hautes sphères du Pentagone.

## LA GUERRE DU GOLFE (1990-1991)

Le 2 août 1990, une crise internationale éclate. L'Irak vient d'envahir le Koweït, une pétromonarchie au sud-est de son territoire donnant accès au golfe Persique. Une fois l'invasion complétée, l'Irak annexe le Koweït en tant que dix-neuvième province iraquienne. Cette invasion, condamnée par l'ONU amènera une série de votes de la part du Conseil de sécurité dans le but de mettre fin à l'occupation. L'administration Bush, craignant que l'armée irakienne ne tente de poursuivre sa lancée en direction de l'Arabie Saoudite, envoie des troupes dès le 7 août sur la frontière séparant l'Irak de l'Arabie Saoudite, de façon préventive<sup>17</sup>. Entre le 2 août 1990, début de l'invasion, et le 16 janvier 1991, début de la guerre du Golfe par des frappes aériennes, des tentatives de négociation seront menées sans succès et des sanctions économiques sont adoptées par l'ONU et ses membres pour forcer l'Irak à se retirer du Koweït<sup>18</sup>. La diplomatie ayant échoué à l'échéance de l'ultimatum, le 15 janvier 1991 à 23h59, une coalition menée par les États-Unis et composée de troupes provenant d'une vingtaine de pays<sup>19</sup> commence les frappes aériennes en préparation de l'attaque terrestre qui débute le 23 février 1991. L'attaque terrestre se déroule sur une période d'environ 100 heures, soit jusqu'au 3 mars, date du cessez-le-feu officiel, les combats ayant cessé depuis le 27 février à minuit<sup>20</sup>. Le Koweït est donc libéré et les troupes irakiennes sont refoulées en Irak mais, malgré tout, Saddam Hussein demeure au pouvoir.

L'intervention américaine dans le golfe Persique est entreprise pour assurer une sécurité économique et militaire dans cette partie du globe. Il est certain que les ressources pétrolifères de la région ont stimulé les dirigeants américains dans leur désir d'intervenir, car comme le mentionne Joseph Nye: « si le Koweït exportait du brocoli, nous ne serions pas intervenus »<sup>21</sup>. Dans ce cas, aucune menace directe ne pèse sur le territoire américain et l'administration du président George Bush agit de concert avec l'ONU et forme une coalition de nations ayant intérêt à ce que le Koweït soit libéré. Une fois la coalition fondée, le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé l'intervention et cette dernière s'est déroulée avec le support de la communauté

internationale. L'intervention avait aussi des buts clairement définis, soit la libération du Koweït.

Le déroulement de la guerre du Golfe vient presque contredire notre hypothèse de départ par rapport aux erreurs de McNamara que nous analysons, mais elle a généré une autre série d'erreurs qu'il pourrait être intéressant d'analyser dans le cadre d'une autre recherche<sup>23</sup>. Passons maintenant à l'analyse de l'intervention en Somalie qui, comme ce fut le cas pour la guerre du Viêtnam, se déroule sous plus d'une présidence.

#### L'INTERVENTION «HUMANITAIRE» EN SOMALIE (1992-1993)

L'intervention américaine en Somalie est, à notre avis, une réplique à moins grande échelle de la guerre du Viêtnam. La Somalie, pays de la corne de l'Afrique ayant une culture de décentralisation et une structure politique et sociale basée sur la généalogie<sup>24</sup>, vit dans un climat de tension depuis la fuite du dirigeant militaire, le général Mohammed Siad Barre, en janvier 1991<sup>25</sup>. Cette tension entre les différents clans va se transformer, en novembre 1991, en une véritable guerre civile opposant principalement le général Mohammed Farah Aideed et Ali Mahdi Mohamed pour le contrôle de la capitale, Mogadiscio<sup>26</sup>. Cette guerre civile a engendré un autre fléau, la famine, que les organismes d'aide humanitaire, chapeautés par l'ONU, vont tenter d'enrayer. Malheureusement, la présence internationale censée protéger cette aide humanitaire étant tellement faible, les Somaliens sont libres de piller à même le ravitaillement, laissant ainsi la famine perdurer<sup>27</sup>. La persistance de la famine amènera le président Bush à considérer une action militaire qui permettrait à l'aide humanitaire d'arriver à destination sous la protection de soldats qui empêcheraient le pillage de la part des différents gangs somaliens<sup>28</sup>.

Cette intervention se déroule donc en deux étapes, selon le président en poste. La première étape, sous la gouverne de George Bush, est une intervention purement humanitaire dont les objectifs sont bien définis, et celle-ci est approuvée par le président après que ce dernier eût posé des conditions claires à l'ONU. Par contre, avec l'arrivée de Bill Clinton à la présidence, la politique américaine vis-à-vis du cas somalien va changer. À la suite de discussions avec l'ONU, une politique de mise en vigueur de la paix ou *peace enforcement* sera choisie. Bien entendu «Peace enforcement requires a combination of diplomacy and forces»<sup>29</sup>. C'est à ce moment que l'administration Clinton a oublié les erreurs du Viêtnam et que les Somaliens lui ont, avec un manque certain de diplomatie, rappelé que l'armée américaine ne peut pas imposer ses idéaux par la force à une autre nation si cette dernière n'est pas prête à les accepter. La force du nationalisme ainsi qu'une mauvaise

connaissance de la culture somalienne ont mis le gouvernement Clinton dans l'embarras lors de l'intervention du 3 et 4 octobre 1993. De plus, la discussion restreinte au sein de l'ONU et cette idée d'imposition de la paix de gré ou de force ont fait en sorte que l'armée américaine, seule force apte à faire le travail pour le compte de l'ONU, s'est trouvée prise dans un mouvement d'escalade qui ne manqua pas de permettre des analogies avec la guerre du Viêtnam. Par contre, la mauvaise gestion de la crise est surtout la responsabilité de l'ONU<sup>30</sup>.

Donc, même si l'intervention en Somalie était de type « humanitaire », nous pouvons remarquer que cette dernière se rapproche plus de l'intervention au Viêtnam par ses caractéristiques si nous ne tenons pas compte de la présence de l'ONU.

### LES MÉDIAS ET LE GOUVERNEMENT

La guerre du Viêtnam fut la première guerre retransmise « en direct » à la télévision. Les Américains restés au pays pouvaient donc regarder la guerre se dérouler au bulletin de nouvelles tout en prenant leur souper tranquillement assis dans leur salon : « Television put the realities of combat in the Vietnam War directly into people's home. They were often shocked by what they saw, and that shock grew into angry protest against US government policy »<sup>29</sup>. De plus, les journalistes américains ont fourni une couverture médiatique très dense de la guerre du Viêtnam. Néanmoins, à l'exception des journalistes qui se risquaient à aller sur le terrain pour faire leurs reportages, l'information provenait majoritairement des compte-rendus officiels<sup>30</sup>. Cela explique en partie l'effet dévastateur de l'offensive du Têt sur l'opinion publique américaine qui croyait, selon les rapports officiels, que tout allait bien au Viêtnam et que la progression américaine était bonne<sup>31</sup>.

Le gouvernement, s'apercevant du tort que la liberté des médias pouvait faire à l'opinion publique, viendra imposer un contrôle sévère de ces derniers dans les interventions militaires subséquentes. Lors de l'invasion de la Grenade, le gouvernement Reagan autorisa les militaires à contrôler les médias. Ces derniers ne purent donc pas avoir accès à l'île avant la fin des combats, étant obligés de se contenter des compte-rendus officiels du Pentagone<sup>32</sup>. Lorsque l'accès leur fut accordé, ils ont eu droit à un accès limité, contrôlé par l'armée où seulement quelques journalistes groupés en « pool » étaient amenés à la fois<sup>33</sup>.

La même méthode fut appliquée lors de la guerre du Golfe avec des précautions supplémentaires pour s'assurer du meilleur contrôle possible de la part des militaires<sup>34</sup>. De plus, la guerre du Golfe a démontré que les médias peuvent servir au gouvernement et aux militaires pour des fins stratégiques.



En effet, Norman Schwarzkopf, général en chef des forces coalisées, utilisa les médias pour désinformer Saddam Hussein (qui devait sûrement écouter CNN lui aussi) au sujet de la tactique américaine pour l'attaque terrestre. «[...] Schwarzkopf remerciera les journalistes le 27 février pour avoir "raconté à Saddam exactement ce que je voulais qu'il croie"»<sup>35</sup>. De son côté, le gouvernement utilisera les médias pour mobiliser l'opinion publique et obtenir un appui fort de la part de la population. Cette utilisation se fera par de la désinformation tendant à exagérer les méfaits de l'Irak dans le but de montrer Saddam en tant que démon sanguinaire<sup>36</sup>. Par contre, l'intervention en Somalie s'est plus déroulée à la manière du Viêtnam. Lors du débarquement des *marines* sur les plages somaliennes, les journalistes étaient déjà présents sur la plage pour couvrir les opérations<sup>37</sup>. Les médias, présents en Somalie pour couvrir la misère engendrée par la famine, ont tôt fait de rapporter les événements entourant les combats et les photos de Somaliens traînant le cadavre d'un soldat américain dans les rues de Mogadiscio et de Somaliens exhibant les restes ensanglantés du pantalon d'un autre soldat. Cela choqua l'opinion publique américaine qui exigea dès cet instant le retrait des troupes. «Military control of the media during times of war has been much tighter in recent conflicts. Vietnam taught that a single powerful image of death or injury can sway the opinions of an entire nation»<sup>38</sup>.

## CONCLUSION

Maintenant que nous avons terminé l'analyse comparative des trois interventions sélectionnées, nous sommes en mesure de répondre à notre question de départ qui était: en rapport avec les erreurs recensées par McNamara, les États-Unis ont-ils appris de leur débâcle au Viêtnam ou, au contraire, ont-ils continué à agir de la même manière lors de leurs interventions militaires subséquentes? Au départ, nous avons formulé une hypothèse stipulant que les leçons du Viêtnam n'avaient pas été apprises par le gouvernement américain. Au point où nous en sommes, nous devons admettre que les erreurs du Viêt-Nam recensées par McNamara, ont été plus ou moins répétées par le gouvernement américain. Nous disons plus ou moins, en ce sens, que dépendamment des interventions, comme nous l'avons remarqué, certaines erreurs se reproduisent dans un cas et non dans l'autre. De plus, selon les interventions, nous avons vu que certaines erreurs ne s'appliquent tout simplement pas du fait de la particularité de la guerre du Viêt-Nam.

Par contre, nous avons démontré que la mentalité de l'exécutif américain vis-à-vis de l'utilisation de l'armée n'a pas vraiment évolué depuis le Viêtnam, le président tentant toujours de contourner le Congrès lors d'une intervention militaire. Ajoutons à cela que le gouvernement américain, en

lien avec la première erreur que nous avons analysée, tente encore, de nos jours, de façonner le monde à l'image de l'Amérique, peu importe l'opinion de l'État concerné, et ce, dans le seul intérêt des États-Unis. Nous pouvons facilement faire un lien avec les événements qui se déroulent présentement en Irak. Le Viêt-Nam fait partie du passé et une telle guerre n'a que peu de chances de se reproduire dans le futur du fait de la fin de la guerre froide. Toutefois, la propension des gouvernements américains à mener une politique de deux poids deux mesures, politique qui est facilement dénoncée par les critiques, risque fort d'engendrer d'autres situations où l'armée américaine sera requise<sup>39</sup>. Cela fait en sorte que les dirigeants américains ont tout intérêt à mettre en application les leçons de la guerre du Viêt-Nam. Le présent article s'est limité à l'analyse de trois interventions parmi plusieurs autres qui pourraient être intéressantes à comparer. Ce grand nombre d'interventions militaires dans une si courte période de temps pousse à réfléchir sur les événements qui composent notre histoire contemporaine.

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

\* Cet article est une version condensée d'un travail de recherche effectué dans le cadre d'une communication lors du colloque « Perceptions américaines et politique étrangère : d'hier à aujourd'hui » qui s'est tenu à l'UQAM le 29 novembre 2002. L'auteur de l'article peut fournir une version de son article sur demande.

1. Nous donnons ces dates qui désignent la fin de la guerre d'Indochine et le départ des Français, qui seront remplacés par les Américains jusqu'à la chute de Saigon.

2. Quelques contingents d'autres pays ont été envoyés pour appuyer l'armée gouvernementale du Sud Viêt-nam, des Australiens et des Sud-Coréens surtout, mais en nombre très inférieur.

3. Robert S. McNamara a été secrétaire à la Défense dans les administrations Kennedy et Johnson entre 1961 et 1968. Ses positions libérales l'ont amené à avoir des opinions divergentes de celles du président quant à la conduite de la guerre au Viêt-Nam, ce qui amena son départ de l'administration Johnson en février 1968 pour devenir président de la World Bank. Son libéralisme explique la position qu'il tient tout au long du livre.

4. Robert S. McNamara, *In Retrospect : The Tragedy and Lessons of Vietnam*, New York, Vintage Books, 1996, p. 321.

5. *Ibid.*, p. 323.

6. Chris McNab et Andy Wiest, *The Illustrated History of the Vietnam War*, London, Brown Books, 2000, p. 34-35.

7. Malgré cela, il y eut toujours une partie de la population américaine qui a été contre la guerre. *Ibid.*, p. 184-199.

8. Fred Gaffen, *Unknown Warriors : Canadians in the Vietnam War*, Toronto, Oxford, Dundurn Press, 1990, p. 26.

9. Voir, entre autres, pour ce qui est de la politique américaine à l'égard de l'Amérique latine : Thomas Carothers, *In the Name of Democracy : U.S. Policy Toward Latin America in the Reagan Years*, Berkeley, Los Angeles, Oxford, University of California Press, 1991, 309 p.
10. *Ibid.*, p. 110.
11. *Idem.*
12. *Ibid.*, p. 111.
13. *Ibid.*, p. 112-113. Cette mise en contexte est un très bref résumé des événements et pour le lecteur qui voudrait se renseigner davantage, voir *Ibid.*, p. 110-116. Voir aussi Gordon K. Lewis, *Grenada : The Jewel Despoiled*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1987, 239 p.
14. Christopher Dickey, « Quagmire to Cauldron », dans *Foreign Affairs*, vol. 62, n° 3, 1983, p. 689. Voir aussi : Washington Talk Section, « Touching Down in Grenada », dans *the New York Times*, New York, 26 mars, 1983, Section I, p. 7, col. 1.
15. Thomas Carothers, *op. cit.*, p. 111. Il faut se rappeler que Reagan a vu son premier mandat débiter avec la fin de la crise des otages en Iran.
16. *Idem.* La demande de l'*Organization of Eastern Caribbean States* violait la charte de l'organisation, car la demande n'a pas été unanime de la part de tous les membres. De plus, la charte de l'organisation mentionne que l'aide américaine peut être demandée seulement si la menace provient de l'extérieur, ce qui n'était pas le cas pour la Grenade. Voir Christopher Dickey, *op. cit.*, p. 690.
17. Anonyme, « The Road to War », dans *Foreign Affairs*, vol. 70, no. 1, 1991, p. 1.
- 18 *Ibid.*, p. 1-4.
19. Charles-Philippe David, « Les stratèges sont d'accord. Encore que... », dans *La Presse*, Montréal, samedi 16 février 1991, p. B4, 4<sup>e</sup> col.
20. Charles-Philippe David, *La guerre du Golfe : L'illusion de la victoire ?*, Montréal, Art Global, 1991, p. 252-253.
21. *Ibid.*, p. 94.
23. Il est à noter que le travail intégral contient l'analyse des 11 erreurs de McNamara, ce qui donne une analyse partielle de ces autres erreurs. Nous verrons dans la partie sur les médias les stratagèmes utilisés par l'administration Bush dans le but de sensibiliser l'opinion publique.
24. Jeffrey Clark, « Debacle in Somalia », dans *Foreign Affairs*, vol. 72, no. 1, 1993, p. 110.
25. *Ibid.*, p. 112.
26. *Idem.*
27. John R. Bolton, « Wrong Turn in Somalia », dans *Foreign Affairs*, vol. 73, no. 1, janvier/février 1994, p. 57.
28. Pour un rapport plus complet sur l'historique du problème somalien et sur la genèse

de l'opération américaine en Somalie, voir Jeffrey Clark «Debacle in Somalia», *op. cit.*, p. 109-123.

29. Peter Tarnoff, Under Secretary for Political Affairs, «U.S. Policy in Somalia», dans *U.S. Department of State Dispatch*, vol. 4, no. 32, 9 août, 1993, p. 567.

30. Jeffrey Clark, *op. cit.*, p. 109-123.

31. Chris McNab et Andy Wiest, *op. cit.*, p. 184.

32. Clarence R. Wyatt, *Paper Soldiers : The American Press and the Vietnam War*, Chicago and London, The University of Chicago Press, 1995 (1993), 272 p.

33. *Ibid.*, p. 167.

34. Hedrick Smith, «2 Americans Killed», dans *The New York Times*, 27 octobre, 1983, Section I, p. 1, col. 6. Voir aussi : «Editors Protest to Pentagon Over Press Curbs in Grenada», dans *The New York Times*, 1<sup>er</sup> novembre 1983, Section A, p. 17, col. 1. Cet épisode de l'histoire politique américaine mérite qu'on s'y arrête. Après l'invasion de la Grenade, Reagan visita l'île et à une réception pour les journalistes et photographes qui l'accompagnaient, Reagan parla de l'idéal de Thomas Jefferson au sujet du besoin d'une presse libre. Lorsqu'on lui rappela que l'invasion avait été tenue dans le secret et que les journalistes et photographes avaient été interdits sur l'île pour une période d'environ 10 jours, soit jusqu'à ce que les opérations soient terminées, Reagan répondit que Jefferson avait tort. Source : Helen Thomas, *Front Row at the White House*, New York, Scribner, 1999, p. 102.

35. Pour une étude sur les médias pendant l'invasion de la Grenade, voir Vilma Gregory, *Culture in the Media*, Mémoire de maîtrise (communications), Montréal, UQAM, 1985, 176 p.

36. Charles-Philippe David, *op. cit.*, p. 273-278.

37. *Ibid.*, p. 277.

38. *Idem.* Voir aussi Société Radio-Canada, *Le mensonge de la guerre du Golfe*, Montréal, Société Radio-Canada, 1992, 1 vidéocassette, 24 minutes.

39. Michael R. Gordon, «TV Army on the Beach Took U.S. by Surprise», dans *The New York Times*, 10 décembre, Section A, p. 18, col. 1.

40. Chris McNab et Andy Wiest, *op. cit.*, p. 248.

41. Par exemple, George W. Bush mettait l'accent sur le non respect par Saddam Hussein des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU pour justifier son attaque contre l'Irak. Pourtant, Israël agit de la même manière et cela n'entraîne pas une volonté d'invasion de la part des États-Unis.